

Cote du document: EB 2016/LOT/P.18/Rev.1
Date: 10 décembre 2016
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République argentine pour le Programme de développement des filières caprines

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Claus Reiner
Chargé de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2797
courriel: c.reiner@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Programme de développement des filières caprines	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du programme	1
A. Zone d'intervention et groupe cible	1
B. Objectif de développement du programme	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du programme	3
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	3
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	3
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	3
E. Supervision	4
F. Dérogation aux conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA	4
IV. Coût, financement et avantages du programme	4
A. Coût du programme	4
B. Financement du programme	5
C. Résumé des avantages et analyse économique	5
D. Durabilité	6
E. Identification et atténuation des risques	6
V. Considérations d'ordre institutionnel	6
A. Respect des politiques du FIDA	6
B. Alignement et harmonisation	6
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	7
D. Participation à l'élaboration des politiques	7
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	7
VII. Recommandation	7
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	9

Sigles et acronymes

CSST	Coopération Sud-Sud et triangulaire
PEA ²	Plan stratégique pour l'agroalimentaire et l'agro-industrie, fédéral et participatif (2010-2016)
PRODECCA	Programme de développement des filières caprines
UCAR	Unité pour le changement rural

Carte de la zone du programme

République argentine

Programme de développement des filières caprines



Source : FIDA

Les appellations figurant sur cette carte ne constituent en aucun cas une reconnaissance officielle ni une prise de position de la part du FIDA quant au statut juridique de tout territoire, quel qu'il soit, ou au tracé de ces frontières ou limites.

République argentine

Programme de développement des filières caprines

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République argentine
Organisme d'exécution:	Unité pour le changement rural
Coût total du programme:	25,45 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	12,30 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	1,02 million d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
Contribution de l'emprunteur:	7,00 millions d'USD
Contribution des gouvernements provinciaux	2,97 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	2,16 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République argentine pour le Programme de développement des filières caprines telle qu'elle figure au paragraphe 33.

Proposition de prêt et don à la République argentine pour le Programme de développement des filières caprines

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'Argentine est l'une des économies les plus importantes d'Amérique latine et l'un des principaux producteurs mondiaux du secteur agricole, en particulier pour le soja, le maïs et le bœuf. Le pays compte quelque 251 000 fermes familiales, dont un grand nombre sont exploitées par des familles pauvres, qui vivent pour la plupart dans la partie septentrionale du pays. Par ailleurs, l'Argentine compte environ 950 000 personnes appartenant à des peuples autochtones. En 2010, les besoins fondamentaux de 18% de la population rurale et de 22% des ménages ruraux isolés n'étaient pas satisfaits. Environ 46 000 fermes élèvent des chèvres, principalement de petites exploitations.
2. Les familles d'agriculteurs, les communautés autochtones, les familles de travailleurs vivant en milieu rural et les familles nombreuses sans revenu fixe sont particulièrement pauvres. Le chômage des jeunes est un problème préoccupant dans les zones rurales, et l'exode rural des jeunes filles est fréquent.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

3. Le Gouvernement argentin cherche à réduire la pauvreté rurale grâce à la création de revenus reposant sur une production agricole durable. L'Unité pour le changement rural (UCAR) du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche a montré qu'elle était capable d'améliorer la performance du portefeuille du FIDA, dont la mise en œuvre, dans le cadre du programme de pays, constitue un élément déterminant de la politique publique de soutien à l'agriculture familiale. Des instituts techniques spécialisés coopèrent avec l'UCAR dans cette tâche.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

4. Le programme s'appuie sur les priorités d'action des pouvoirs publics, les enseignements tirés du programme de pays du FIDA et les perspectives que recèle le pays en matière de réduction de la pauvreté rurale grâce à l'intégration de l'agriculture familiale dans les filières. Sa conception est fondée sur l'insertion des petits éleveurs de chèvres dans les filières, à l'issue d'un processus de planification participative des organisations de producteurs dans les bassins de production caprine. Les filières concernées sont les suivantes: i) la viande; ii) les fibres, en particulier le mohair et le cachemire; et iii) les produits laitiers. Les filières ne sont pas très développées, en raison de contraintes auxquelles sont confrontés les agriculteurs familiaux et les entreprises de transformation.
5. La zone du programme comprend cinq provinces: Chaco, Formosa, Buenos Aires, Mendoza et Santiago del Estero, qui représentent environ 60% du nombre total de chèvres dans le pays.

6. Les bénéficiaires seront les producteurs, hommes et femmes (notamment les communautés autochtones) qui pratiquent l'élevage de chèvres et sont regroupés au sein d'organisations de producteurs. Le programme donnera la priorité aux organisations existantes et favorisera l'intégration des groupes de population vulnérables, en particulier les peuples autochtones, les femmes et les jeunes.

B. Objectif de développement du programme

7. L'objectif de développement du programme est d'augmenter les revenus des familles d'éleveurs de chèvres en facilitant leur intégration durable dans les filières. Dans le cadre de ce programme d'une durée de six ans, le FIDA a pour ambition de venir en aide à 8 000 familles.

C. Composantes/résultats

8. Le programme est articulé autour de trois composantes:
- Composante 1: Développement des marchés et élaboration de politiques sectorielles. Cette composante renforcera le développement de nouvelles filières à travers la création d'un environnement commercial porteur, en se concentrant notamment sur les aspects liés à la commercialisation, aux politiques et aux normes. Afin de développer des débouchés pour les produits caprins, la composante appuiera l'analyse et la promotion des marchés, la recherche de marchés étrangers et l'assistance technique aux entreprises de transformation. Elle encouragera également la normalisation des produits conformément aux règles normatives officielles, ainsi que la création d'un cadre de suivi des ressources naturelles en vue de favoriser une gestion durable de la filière caprine. En outre, elle renforcera les ressources humaines en appuyant des visites d'échanges techniques et des services d'éducation financière de base.
 - Composante 2: Développement productif, organisationnel et commercial. Pour améliorer le fonctionnement des filières, le programme apportera le soutien territorial suivant aux organisations participantes:
 - a) Identification des bassins caprins, création de forums au sein des bassins caprins, et planification et suivi participatifs du développement commercial du secteur.
 - b) Durant la phase de pré-investissement, le programme appuiera la préparation de diagnostics participatifs rapides des organisations de producteurs, le renforcement institutionnel et, en dernière analyse, la formulation de plans d'activité dans le cadre de réseaux d'entreprises conformément aux plans de développement des bassins caprins.
 - c) Durant la phase d'investissement, il financera la mise en œuvre des plans d'activité approuvés – y compris les actifs matériels, la formation, l'assistance technique et les fonds de roulement – grâce à des fonds renouvelables permettant d'accorder des crédits, administrés par les organisations de producteurs. Par ailleurs, le programme financera des fonds de garantie, afin de faciliter l'octroi de prêts pour la constitution de fonds d'exploitation par les institutions financières aux principales entreprises associées dans les filières.
 - Composante 3: Gestion du programme. Cette composante comprend la gestion du programme, assurée par l'UCAR et les unités de gestion provinciales. Elle inclura l'adaptation des systèmes de planification, de suivi et d'évaluation, et de gestion des connaissances, et accordera une attention particulière à la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST).

III. Exécution du programme

A. Approche

9. La stratégie opérationnelle du programme reposera sur les éléments suivants:
- i) des investissements sectoriels dans les politiques et les marchés des produits caprins;
 - ii) des plans participatifs de développement des bassins caprins;
 - et iii) des plans d'activité servant de principaux instruments à la disposition des organisations de producteurs pour la formation, l'investissement, l'assistance technique et les fonds d'exploitation.

B. Cadre organisationnel

10. L'UCAR sera responsable de la mise en œuvre du programme et exécutera directement les activités relevant des composantes 1 et 3. Les gouvernements provinciaux seront responsables de la mise en œuvre de la composante 2 par l'intermédiaire des unités de gestion au niveau des provinces, sur la base des accords de financement conclus avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Les organisations bénéficiaires seront chargées d'élaborer et d'exécuter les plans d'activités dans le cadre de processus participatifs.
11. La participation des bénéficiaires est au cœur du programme. Les organisations de producteurs participeront à des forums mis en place au sein des bassins caprins pour préparer et assurer le suivi des plans d'activité. Elles seront responsables de la planification et de la mise en œuvre des plans d'activité, y compris en ce qui concerne la passation des marchés. Enfin, elles assureront le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de leurs plans d'activité, et les données qu'elles fourniront alimenteront le dispositif du programme.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

12. La planification sera fonction des buts et objectifs définis. L'opération annuelle de planification du programme permettra de disposer de la souplesse nécessaire à la mise en œuvre, en coordination avec les autorités provinciales. Des plans de développement des bassins caprins seront élaborés avec la participation des autorités provinciales, des petits producteurs, des entreprises privées et des institutions publiques.
13. En ce qui concerne le dispositif de gestion des données et des savoirs, l'UCAR appliquera des méthodes de gestion axée sur les résultats faisant appel à une matrice des organisations pour gérer le développement des bassins caprins et l'élaboration des plans d'activité. Ce dispositif sera intégré au mécanisme de gestion actuel de l'UCAR, qui permet de suivre concrètement le déroulement des activités à partir des données saisies au niveau des provinces. Une feuille de suivi facilitera l'analyse des informations indispensables à la mesure des résultats. S'agissant de l'évaluation de l'impact obtenu, les agents chargés de la mise en œuvre des activités recueilleront les informations auprès des ménages bénéficiaires à l'aide d'un questionnaire familial reprenant les éléments de l'enquête du Système de gestion des résultats et de l'impact du FIDA. Le suivi des organisations de producteurs participantes permettra de cerner les progrès accomplis sur le plan institutionnel. Des études thématiques seront réalisées pour analyser le déroulement de la mise en œuvre du programme.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

14. Gestion financière. Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, agissant par l'intermédiaire de l'UCAR, sera responsable de la gestion financière de l'ensemble des ressources du projet, notamment les mouvements de fonds, les décaissements, les contrôles internes, la comptabilité, l'information financière et les audits. L'UCAR est l'agence de mise en œuvre des programmes du FIDA depuis sa création, en 2009. Elle bénéficie d'une vaste expérience et dispose de systèmes et procédures adéquats. Pour les besoins de la mise en œuvre du programme, l'UCAR

utilisera son système comptable, qui a l'agrément du FIDA. Les ressources destinées à la prise en charge des coûts de démarrage pourront servir à financer les dépenses initiales du projet.

15. Flux de fonds. Les ressources provenant des prêts et dons du FIDA seront versées sur un compte destinataire libellé en dollars des États-Unis ouvert auprès de la Banque centrale d'Argentine. Les fonds seront ensuite transférés sur les deux comptes libellés en dollars des États-Unis ouverts à cet effet auprès de la Banco de la Nación Argentina, qui seront utilisés exclusivement pour accueillir respectivement les fonds du prêt et ceux du don. Les fonds seront transférés de chacun de ces comptes désignés sur les comptes opérationnels correspondants, libellés en pesos argentins, qui seront gérés par l'UCAR. Les unités d'exécution mises en place dans chaque province ouvriront un compte libellé en pesos argentins.
16. Passation des marchés. Le programme sera soumis aux réglementations nationales en matière de passation des marchés, dans la mesure où celles-ci sont conformes aux directives du FIDA dans ce domaine. L'UCAR, les unités chargées de la gestion à l'échelle des provinces et les organisations de producteurs se chargeront d'exécuter les plans de passation des marchés qui auront été arrêtés. Les organisations de producteurs, avec l'appui des unités provinciales, seront chargées de la passation des marchés de travaux, de biens et de services dans le cadre des plans d'activité et devront rendre compte des dépenses afférentes, conformément aux directives du FIDA relatives à la passation des marchés à l'échelle communautaire.
17. Audit. Les états financiers consolidés du programme seront contrôlés chaque année par le vérificateur général des comptes du pays, conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Tous les comptes du programme seront vérifiés, y compris en ce qui concerne les sources de financement. Les travaux d'audit comprendront des visites aux organisations de producteurs. Un rapport d'audit annuel sera soumis au FIDA dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice budgétaire.

E. Supervision

18. Le programme sera directement supervisé par le FIDA, conformément à la méthodologie arrêtée d'un commun accord par le FIDA et l'UCAR. Les tâches initiales de supervision comprendront l'appui au démarrage rapide du programme et la mise en place des systèmes de comptabilité, de planification et de suivi-évaluation.

F. Dérogation aux conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

19. En ce qui concerne le financement rétroactif, les dépenses liées aux forums mis en place dans les bassins caprins et à la CSST pourront être prises en charge dans la limite de 500 000 USD pour les activités débutant à compter de la date des négociations, au titre des catégories de dépenses "biens, services et intrants pour les bénéficiaires" et "consultants (assistance technique)", et décaissées aussi bien sur le compte de prêt que sur le compte de dons. Pour être considérées comme susceptibles de faire l'objet d'un financement rétroactif, les activités et leur source de financement devront être soumises à l'accord préalable du FIDA. Pour demander le remboursement des dépenses, l'emprunteur/le bénéficiaire devra les soumettre au FIDA une fois que les conditions de décaissement seront réunies.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

20. Le coût total pour les sept années d'exécution, y compris les provisions pour imprévus, s'élèvera à 25,5 millions d'USD, répartis comme suit: 2,7 millions d'USD

pour la composante 1; 19,0 millions d'USD pour la composante 2; et 3,8 millions d'USD pour la composante 3. Les frais de gestion représentent 15% du coût du programme. Les coûts incluent une provision pour aléas financiers de 6% afin de se prémunir en cas de hausse des prix des biens et services et des frais de fonctionnement, ainsi qu'une provision de 0,001% pour les aléas d'exécution concernant les biens et services.

B. Financement du programme

21. Le programme sera financé par: i) le gouvernement central, dont la contribution de 7,0 millions d'USD servira à cofinancer les plans d'activité des organisations de producteurs et les coûts de gestion; ii) les gouvernements provinciaux, dont la contribution de 3,0 millions d'USD servira à cofinancer les plans d'activité et les coûts de gestion au niveau des provinces; iii) le FIDA, qui accordera un prêt de 12,3 millions d'USD et un don de 1,0 million pour le financement des activités de CSST; iv) les bénéficiaires, dont la contribution en nature de 2,2 millions d'USD servira à financer en partie les plans d'activité. La répartition des coûts du programme par composante et par catégorie de dépenses est présentée dans les tableaux 1 et 2.

Tableau 1
Coût du programme par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

	Prêt du FIDA		Don FIDA		Gouvernement central		Gouvernement provincial		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Développement des marchés et élaboration de politiques sectorielles.	1 796	67	882	33	-	-	-	-	-	-	2 678	11
2. Développement productif, organisationnel et commercial.	10 377	55	-	-	5 807	31	643	3	2 160	11	18 987	75
3. Gestion de projet	127	3	135	4	1 192	32	2 329	62	-	-	3 783	15
Coût total du programme	12 300	48	1 017	4	7 000	28	2 972	12	2 160	9	25 448	100

Tableau 2
Coûts du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

	Prêt du FIDA		Don FIDA		Gouvernement central		Gouvernement provincial		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Dons (dotation des organisations de producteurs)	9 390	52	-	-	5 807	32	643	4	2 160	12	18 000	71
2. Biens, services et intrants	123	100	-	-	10	3	338	97	-	-	472	2
3. Consultants – assistance technique	1 725	81	402	19	-	-	-	-	-	-	2 126	8
4. Formation	662	52	615	48	-	-	-	-	-	-	1 277	5
5. Crédit et fonds de garantie	400	100	-	-	-	-	-	-	-	-	400	2
6. Traitements et indemnités	-	-	-	-	989	39	1 523	61	-	-	2 512	10
7. Dépenses de fonctionnement	0	-	0	-	193	29	467	71	-	-	660	3
Coût total du programme	12 300	48	1 017	4	7 000	28	2 972	12	2 160	9	25 448	100

C. Résumé des avantages et analyse économique

22. Le programme bénéficiera à quelque 8 000 familles rurales (environ 40 000 personnes), dont 5 600 familles de petits producteurs et 2 400 familles autochtones. Les petits producteurs, regroupés au sein d'environ 160 organisations de producteurs, dont 48 communautés autochtones, généreront les avantages escomptés du programme.

23. Selon l'évaluation financière et économique, les activités du programme sont viables, au niveau des exploitations comme à l'échelle du programme. Le taux de rentabilité interne est de 23,3% et la valeur actualisée nette, de 19,6 millions d'USD.

D. Durabilité

24. Le durabilité du programme sera assurée par: i) la collaboration entre les organisations de producteurs et les entreprises de transformation dans le cadre des forums mis en place au niveau des bassins caprins; ii) l'appui aux organisations bénéficiaires qui continueront de fonctionner une fois le programme achevé; iii) l'appui à l'échelle du secteur fourni dans le cadre de la composante 1, y compris le système de suivi de la végétation et les activités de CSST; iv) les mesures environnementales, commerciales et à l'appui de l'adaptation au changement climatique qui seront intégrées dans les plans d'activité; v) l'établissement de liens entre les entreprises participantes et les institutions financières commerciales.

E. Identification et atténuation des risques

25. Les répercussions négatives potentielles et les risques de ne pas atteindre les objectifs du programme sont limités. Au nombre des principaux risques figurent: i) les risques politiques et institutionnels, qui sont faibles compte tenu de la stabilité du cadre national de réduction de la pauvreté, et des antécédents de l'UCAR en matière de mise en œuvre de programmes de réduction de la pauvreté; ii) d'éventuels retards dans l'intégration des provinces participantes dans le programme, ce risque a été atténué par leur identification et leur participation à la conception du programme; iii) les difficultés que peuvent rencontrer les entreprises pour se joindre au programme, pour atténuer ce risque, les entreprises seront invitées à participer aux forums mis en place dans les bassins caprins et se verront offrir une assistance technique et des garanties de prêt; iv) les risques liés au marché, qui sont déjà faibles compte tenu de la demande observée pour les produits caprins, seront encore réduits en luttant contre les difficultés d'approvisionnement et de commercialisation; v) les risques technologiques et climatiques, qui seront atténués par la prestation de services d'assistance technique au niveau local et l'appui à l'intégration de mesures de protection contre les aléas climatiques dans les plans d'activités et les opérations des entreprises participantes; et vi) le risque fiduciaire: sur la base du score de 32 attribué à l'Argentine dans le cadre de l'indice de perception de la corruption de Transparency International, et de l'expérience du FIDA dans le pays, le risque fiduciaire du programme a été jugé comme moyen. Toutefois, la vaste expérience et les systèmes solides de l'UCAR, ainsi que l'appui direct à l'exécution assuré par le FIDA, sont considérés comme suffisants pour atténuer le risque fiduciaire.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

26. L'approche et les modalités d'exécution du programme sont pleinement cohérentes avec les stratégies et les politiques du FIDA. Plus précisément, elles permettent de respecter les règles fiduciaires du FIDA, et elles sont conformes au Cadre stratégique pour 2016-2025 et aux politiques du FIDA concernant la finance rurale, les peuples autochtones, la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et le ciblage.

B. Alignement et harmonisation

27. Le programme est conforme aux objectifs du gouvernement et au Plan stratégique pour l'agroalimentaire et l'agro-industrie, fédéral et participatif, (2010-2016) (PEA²). Il est également conforme aux recommandations issues de l'évaluation du programme de pays réalisée en 2010 par le FIDA, puisqu'il vise à mettre en place une approche-programme, à développer les services financiers et à recourir aux dons pour améliorer la gestion des savoirs.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

28. Le programme est novateur dans la mesure où: i) il se concentre sur des filières spécifiques où l'incidence de la pauvreté est élevée et dotée d'un fort potentiel commercial; ii) il réunit des petits producteurs, des entreprises et l'administration publique dans des forums qui permettront de planifier le développement des filières caprines; iii) il intègre des activités de soutien au secteur, telles que l'analyse et la promotion des marchés et le soutien à l'élaboration des politiques; iv) il introduit un système de suivi des ressources naturelles; v) il élargit la gamme des services financiers ruraux, y compris des services d'éducation financière et des garanties de prêts pour les entreprises participantes; et vi) il encourage la CSST pour appuyer les activités de développement des marchés et d'élaboration des politiques.

D. Participation à l'élaboration des politiques

29. Le programme appuiera l'élaboration de politiques publiques de soutien aux petits élevages durables de chèvres en Argentine et au-delà, puisqu'il permettra de dégager et de faire connaître des éléments probants concernant les approches de développement des filières qu'il applique. Les meilleures pratiques seront retenues et diffusées dans le cadre du programme de CSST.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

30. Un accord de financement entre la République argentine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/le bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
31. La République argentine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
32. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

33. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République argentine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à douze millions trois cent mille dollars des États-Unis (12 300 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République argentine un don d'un montant de un million dix-sept mille dollars des États-Unis (1 017 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Northern Smallholder Livestock Commercialization Project - Rural Financial Services Programme (NSLCP-RFSP)"

(Negotiations concluded on 24 November 2016)

Loan Number: _____

Programme Title: Northern Smallholder Livestock Commercialization Project - Rural Financial Services Programme (the "NSLCP-RFSP" or "the Programme")

The Lao People's Democratic Republic (the "the Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

HEREBY agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions there of shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is seven million three hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 7 300 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms, and shall be free of interest but bear a service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum payable semiannually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollar (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 of April and 15 of October.

6. There shall be a Designated Account opened by and held in the name of the Borrower. It shall be in USD and shall be used exclusively for the deposit of Loan proceeds.

7. There shall be a Programme Account for the benefit of NSLCP-RFSP National Programme Management Office.

8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Programme in the amount of approximately one million nine hundred United States Dollars (USD 1.9 million) to cover (i) all taxes and duties on Programme expenditures, (ii) activities related to agricultural land use planning under component 1.2, and (iii) part of the credit scheme financing from Livestock Development Project (LDP) carry-over as under component 2.1 and part of Agriculture Refinancing Facility credit as under component 2.3.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Agriculture and Forestry (MAF).

2. The additional Programme Parties shall include, inter alia, the participating Government agencies – DLF, DAEC, NAFRI, PAFO, DAFO, PLWU, DLWU; suppliers and contractors.

3. The Programme Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

1. The Financing will be administered and the Programme will be supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: The Programme Implementation Manual, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Designated Account and the Programme Account shall have been duly opened;
- (b) The Programme Coordinator, Deputy Programme Coordinator, Financial Manager/Key Staff with qualifications acceptable to the Fund have been duly appointed;
- (c) A Programme Implementation Manual (PIM), including a finance and administration section, has been drafted and shared with the Fund for its no objection.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Minister of Finance
Ministry of Finance
23rd Singha Road
PO Box 46, Vientiane, Lao PDR

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the the Borrower.

LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC

Authorized Representative
(Name and Title)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. Target Population. The Programme target group shall include rural households in selected 200 villages, primarily populated by Ethnic Groups. Specifically, the Programme shall target: (i) livestock farming households that are members of Smallholder Livestock Production Marketing Groups (SLPMGs); (ii) additional livestock-owning households that will benefit from related community-based livestock infrastructure investments; (iii) households that will benefit from land management and planning activities; and (iv) households that will be eventual members of Village Funds (VFs). To ensure that women's priority access to Programme services and benefits, the programme shall adopt a Gender Action Plan that will be implemented through tools such as household-based methodologies.

2. Programme Area. The Programme shall be implemented in 12 districts in Houaphan, Luang Namtha, Luang Prabang and Xieng Khouang provinces in Northern Lao PDR. The Agricultural Refinancing Fund (ARF) shall service all districts in the Programme provinces and operate nationally by Programme end as appropriate.

3. Goal. The goal of the Programme is to establish sustainable and scalable rural financial and technical services that support the reduction of rural poverty and increased livestock productivity.

4. Objective. The objective of the programme is to increase livestock production through expanded financial and technical services.

5. Components. The Programme shall consist of the following two Components as well as support for Programme management:

5.1 Component 1. Increased productivity for smallholder livestock producers. This component comprises two sub-components:

Sub-component 1.1: Smallholder livestock producer and marketing groups. Based on farmer groups established under former Livestock Development Project (LDP) the Programme shall support SLPMGs for improved productivity and commercial orientation as a pre-cursor access to the provision of rural financial services. This shall include assistance for: (i) improved access for input supplies and services needed for commercial production; (ii) the production of higher quality livestock that can be sold at provincial markets, and (iii) the establishment of group based marketing. To this effect the Programme shall provide technical assistance and support for extension services including support farmer-to-farmer extension activities.

Sub-component 1.2: Technology development. This subcomponent shall include four activities: (a) Livestock Market Studies. The Programme shall conduct livestock market studies to evaluate livestock marketing within the Programme provinces and assess opportunities for value chain development and livestock product export; (b) Forage production. This shall comprise support for the development of selected leguminous forages as a profitable seed crop, for subsequent free distribution to new households; (c) Animal breeding. The Programme shall through various combinations of technical and financial services, enable interested SLPMG members to become livestock breeding households and

procure improved sires to sell breeding services to villagers; and (d) Land use planning and allocation. Programme villages shall be supported to prepare or update their land management plans for items such as water sources and suitable land for communal livestock production including planting forage and animal housing. This shall include support for participatory individual and community land use titling where appropriate.

- 5.2 Component 2. Sustainable and scalable rural finance services. The component shall comprise three sub-components that represent a sequential, three-pronged approach to developing rural financial services.

Sub-component 2.1: Financial services to NSLCP beneficiaries. The programme shall provide additional financing to former LDP Village Livelihood Funds (VLF), for one round of lending to SLPNG members, for viable livestock investments, through loans at commercial rates. This project-driven credit scheme will be phased out after mid-term to be replaced by a longer term sustainable financial services system established under the programme (subcomponent 2.2 and 2.3 below). To support livestock credit delivery, technical assistance shall be provided to establish new guidelines for the project implemented credit scheme and to empower District Lao Women's Unions (LWU) to responsibly manage livestock development credit to SLPNG members.

Sub-component 2.2: Networked village funds. The programme, working in partnership with the BoL, shall support the development of at least 200 community-based, savings-driven Village Funds (VFs). The Programme shall develop a systematic approach to expanding and strengthening the VFs, based on the establishment of VF owned, second tier support organizations - the Network Support Organization (NSO) - at provincial levels. These NSOs shall operate as management agents for their member VFs, who shall be owners of these organisations.

Sub-component 2.3: National Agriculture Refinancing Facility (NARF). In the medium-term the Programme shall assist the Government to establish a national ARF. This facility shall be sited in the BoL. The ARF shall receive funding from existing grant funds held by the Ministry of Agriculture and Forestry (MAF), potential other development partners as well as from the Programme. The ARF shall apply such funds for refinancing a portion of the lending made by prudentially-approved commercial banks and MFIs to targeted agriculture sectors, in line with the national agriculture development strategy, at rates that significantly increase lending institution margins. Reflows from the one off project credit operations (Sub-component 2.1) shall be channelled into the NARF. In the medium term the NARF shall also capitalise NSOs (Subcomponent 2.1), once these have reached a certain level of maturity and subject to BOL approval.

- 5.3 Programme Management. The Programme implementation shall be supported as outlined in Section II below.

II. Implementation Arrangements

A. Organization and Management

6. Lead Programme Agency. The Ministry of Agriculture and Forestry (MAF), in its capacity as the Lead Programme Agency, through its Department of Planning and Cooperation, shall have the overall responsibility for implementation of the Programme. MAF, through its Department of Livestock and Fisheries, shall delegate assigned responsibilities to provincial and district administrations and to the National Programme Management Office (NPMO) based in Vientiane.

7. Governance. The governance structure of the Programme shall consist of: (i) The National Project Steering Committee (NPSC); and (ii) Provincial Programme Steering Committees (PPSC). The NPSC shall be responsible for overall programme guidance and direction. It shall be responsible for approving AWPBs and progress reports for submission to Ministry of Finance (MoF) and IFAD, and will be the final arbitrator on issues relating to project design and management. The NPSC will be chaired by the Vice-minister, MAF, and include representatives from MAF, MoF, MPI, BOL, Chamber of Commerce and the 4 provincial Governors/vice governors. At the provincial level, each PPSC will approve its respective AWPBs and annual progress and financial reports prepared by districts. In addition to representatives of the aforementioned Ministries at national level, it will include private sector agri-businesses, Lao Women's Union (LWU) and other entities as appropriate. The Provincial Governor shall head the PPSC.

8. Management. The NPMO, based in the MAF-DLF in Vientiane, shall assist MAF in carrying out the Programme implementation and will be fully accountable for the performance of the Programme and the use of funds. More specifically, it shall: (i) provide overall guidance and technical support to NLSCP-RFSP implementers, and build verifiable/measurable district capacities for NLSCP-RFSP implementation and coordination; and (ii) ensure overall coordination and programme management. The NPMO will be led by a National Programme Coordinator assigned by the MAF, and be supported by financial management, procurement, M&E and knowledge management staff. Technically the NPMO will be supported by DAEC, programme financed technical advisors and national experts. The Programme shall appoint a DLF staff person as the Deputy Programme Coordinator, based in the NSLCP regional coordination office in Luang Prabang, to coordinate NSLCP-RFSP field work.

9. Other implementation responsibilities.

10. District Agriculture and Forestry Offices. Shall act as a focal points for the planning, implementing and monitoring of NLSCP-RFSP activities at district level. Each DAFO will coordinate and consolidate planning and budgets for the preparation of AWPBs, manage NLSCP-RFSP accounts for expenditure carried out at district level, and prepare semester and annual progress reports and financial statements.

11. The District Governor. Will be responsible for sending validated district NSLCP-RFSP AWPBs to the provincial level, where the PAFOs will review and consolidate them, prior to submitting them to the Provincial Project Steering Committee for approval. The Committee will review and approve them, and send them to the NSLCP-RFSP NPMO for financing.

12. Kum ban "Pattana" Village Development Clusters. Shall be the focal point for coordinating bottom-up participatory village level SLPMG development planning with a view to taking a more holistic approach to the development of the scattered upland villages of Lao PDR.

13. Lao Women's Union (LWU). The LWU shall play a key role in supporting NSLCP-RFSP women's empowerment and livestock credit distribution.

14. Collaboration with NSLCP. The Programme shall be implemented in close collaboration with and complement the Northern Smallholder Livestock Commercialization Project (NSLCP) financed by the Asian Development Bank (ADB). For the rural finance activities, the Government intends to obtain additional financing from bilateral or other sources for technical assistance.

B. Programme Implementation Manual

15. Preparation. The NPMO shall be responsible for the preparation of a Programme Implementation Manual (PIM) that shall describe (i) implementation of Programme activities; (ii) the administration of Loan proceeds and Programme Parties' responsibilities; (iii) financial management and procurement procedures; and (iv) monitoring and evaluation of Programme progress and results. The PIM shall be approved by the NPSC before IFAD's non objection is obtained.

16. Approval and Adoption. The Lead Programme Agency shall forward the draft PIM to IFAD for its non-objection. If IFAD does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed to have no objections. The Lead Programme Agency shall adopt the PIM substantially in the form endorsed by IFAD.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage (net of tax, co-financiers and beneficiary contributions)
I. Equipment & Materials	360 000	100%
II. Grants & Subsidies	230 000	100%
III. Training	710 000	100%
IV. Goods, services and inputs	1 390 000	100%
V. Credit	2 520 000	100%
VI. Consultancies	1 100 000	100%
VII. Operating costs	260 000	100%
Unallocated	730 000	
TOTAL	7 300 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Grants & Subsidies" under Category II, shall mean eligible expenditures incurred related to Network Support Organization (NSO) establishment under Component 2.

"Credit" under Category V, shall mean eligible expenditures incurred related to livestock credit and the capitalization of the Agriculture Refinancing Facility under Component 2.

"Consultancies" under Category VI, shall mean eligible expenditures incurred related to consultancies services under Components 1 and 2.

Logical framework

Jerarquía de objetivos	Indicadores claves y metas al final del Programa			Métodos de verificación			Supuestos y riesgos
	Indicadores	Valor de referencia	Valor Final	Fuente	Frecuencia	Responsable	
FIN: Contribuir a la reducción sostenible de la pobreza de productores rurales caprinos	Familias rurales que han incrementado sus activos	0	5.600 (70% de 8.000) familias, de los cuales 1.680 (30%) indígenas	Evaluación del programa basada en línea de base y de terminación (incluyendo encuesta RIMS)	Al inicio y al final del programa	Unidad Central de Ejecución (UEC), con datos relevados por las Unidades de Ejecución Provinciales (UEPs)	Estabilidad económica Continuo enfoque en la AF en la política nacional
OBJETIVO DE DESARROLLO	<ul style="list-style-type: none"> Familias que incrementan sus ingresos por actividad caprina en al menos 20% respecto de la línea de base Calificación (sobre 6 puntos) para: Sostenibilidad de los grupos de comercialización formados (RIMS 2.4.4) <ul style="list-style-type: none"> % de OP participantes que continúan funcionando después del 3er año de ejecución de sus proyectos integrales hogares participantes que comercializan sus productos a través de las OP 	0	5.600 familias, de los cuales 1.680 indígenas		Al inicio y al final del programa		
Mejorar los ingresos de pequeños productores pobres caprinos, mediante su inserción sostenible en cadenas de valor		n/a	5	Sistema de SyE del Programa	Anualmente		
		0	80%	Ficha de seguimiento			
		0	6.400 hogares (80%)				
o Componente 1. Desarrollo de mercados y apoyo al sector							
Efecto 1.1: Posicionamiento y comercialización de productos caprinos y sus derivados facilitados	<ul style="list-style-type: none"> Calificación (sobre 6 p.) para: Eficacia: Productores que se benefician de acceso a mercados mejorados (RIMS 2.4.1) <ul style="list-style-type: none"> Familias con mejor acceso al mercado (p.ej. a través de: compradores locales, compras públicas, alianzas estratégicas, ferias, exportaciones y transformadores) 	n/a	5			Coordinación del Programa	Evolución positiva de los precios Firma tempestiva de los convenios de ejecución con Gobiernos Provinciales
Producto 1.1: Mercados mejor adecuados para productos caprinos	<ul style="list-style-type: none"> Número de operaciones de transformación (p.ej. faena) y comercialización (p.ej. ferias y supermercados) de la Agricultura Familiar activadas o intensificadas (RIMS 1.4.3) 	0	6 operaciones	MOU entre socios de las alianzas estratégicas	Semestralmente	Área de Control de Gestión UCAR	
Efecto 1.2: Condiciones propicias para el desarrollo del sector caprino	<ul style="list-style-type: none"> OP que participan regularmente en foros caprinos provinciales y regionales Personas que disponen de nuevas capacidades gracias a eventos de intercambio 	0	64 OP	Actas de foros caprinos	Semestralmente	Unidades de Ejecución Provinciales	Se ofrece espacio de decisión a los foros de las cadenas de valor priorizadas.
Producto 1.2: Políticas fortalecidas del sector	<ul style="list-style-type: none"> Estudio realizado sobre normativas sanitarias adecuadas a la actividad caprina y a la agricultura familiar 	0	600 personas	Informes de intercambios y rutas de aprendizaje	Semestralmente	Área de Control de Gestión, UCAR	
		0	1 estudio		Año 2 del programa		

Componente 2: Desarrollo Productivo, Organizativo y Comercial

Efecto 2.1: Cadenas de valor gestionadas de forma sistémica y participativa	<ul style="list-style-type: none"> Número de mesas de cuenca que cuentan con la participación de Entes traccionadores por lo menos 2 veces por año 	0	8 mesas de cuenca	Actas de mesas de cuenca	Semestralmente	Unidades de Ejecución Provinciales	Firma de los convenios de ejecución con los Gobiernos Provinciales en tiempos adecuados
Producto 2.1: Planes de Cuenca funcionando	<ul style="list-style-type: none"> OP participantes que reportan semestralmente a la Mesa de Cuenca (MC) la ejecución de los proyectos integrales y sus logros comerciales 	0	144 OP (90%)	Actas de mesas de cuenca		Área de Control de Gestión UCAR	
Efecto 2.2: Organizaciones fortalecidas	<ul style="list-style-type: none"> Calificación (sobre 6 puntos) para: Probabilidad de Sostenibilidad de las Empresas (RIMS 2.5.2) - OP fortalecidas en términos organizacionales que cuentan con un índice en promedio de 2.0 sobre 3 - OP participantes que funcionan después del 3er año de financiamiento 	n/a	5	Línea de base simple al inicio y encuesta de resultados al final del proyecto integral	Semestralmente, con datos del diagnóstico rural participativo y el índice de fortalecimiento organizacional		
Producto 2.2: Proyectos integrales funcionando	<ul style="list-style-type: none"> OP que han recibido fortalecimiento antes de preparar un proyecto integral 	0	80 OP		Semestralmente		
Efecto 2.3: Productividad, calidad y volúmenes de producción de las OP mejoradas	<ul style="list-style-type: none"> Calificación (sobre 6 puntos) para: Producción agrícola y ganadera mejorada (RIMS 2.2.2) - familias participantes que cuentan con activos productivos mejorados - reproductividad por cabra mejorada - OP participantes que obtienen ingresos netos incrementales al 3º año del inicio del PI 	n/a	5	Sistema de SyE del Programa	Al inicio y al final del Programa	Coordinación del Programa	Los procesos de transferencia y adaptación tecnológicas son apropiados a los pequeños productores.
Producto 2.3: Inversiones productivas funcionando, y asistencia técnica provistos	<ul style="list-style-type: none"> OP que ejecutan un proyecto integral (RIMS 1.4.6) OP que llevan adelante actividades de gestión de los riesgos climáticos, gestión sustentable de recursos naturales o reducción de riesgos de desastre o tratamiento de efluentes (RIMS 1.6.11) 	0	6.400 familias	Fichas familiares			La reproductividad inicial (estimada a 1,5 cabritos por madre) será verificada por las fichas familiares
Producto 2.4: Financiamiento reembolsable disponible	<ul style="list-style-type: none"> Entes traccionadores que participan en el Programa acceden al fondo de garantía 	0	8 entes traccionadores	Sistema de SyE del Programa	Semestralmente	Coordinación del Programa	

